

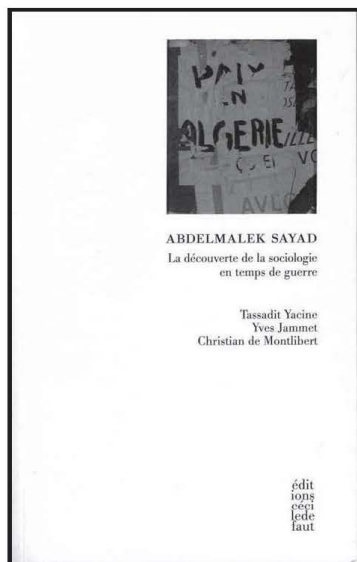


Notes de lecture

Abdelmalek Sayad, La découverte de la sociologie en temps de guerre

**Tassadit Yacine, Yves Jammet,
Christian de Montlibert**

Aux éditions Cécile Defaut,
2013, Nantes



Les auteurs de ce livre ont su, chacun à sa façon, confronté l'homme Sayad à son œuvre, depuis ses années de jeunesse jusqu'à son accession au poste de Directeur de Recherche au CNRS. Un parcours original.

C'est pendant ses années estudiantines, assez tardives, après avoir été instituteur, que Sayad se découvre à la critique aussi bien politique qu'intellectuelle grâce notamment à sa rencontre féconde avec Pierre Bourdieu dont ils fut d'abord étudiant à peine moins âgé que lui, puis son disciple avant de devenir son fidèle collaborateur et ami.

On ne peut, en effet, évoquer Abdelmalek Sayad sans lui associer son inséparable compère Pierre Bourdieu avec qui il était, selon l'expression de ce dernier, en «affinité élective». Ils ont découvert la sociologie de l'Algérie «en marchant» sur les chemins tortueux des régions les plus reculées de ce pays : Ouarsenis, Collo, Kabylie... et en temps de guerre !

Pendant ses années universitaires, en pleine guerre d'Algérie, Abdelmalek Sayad, qui n'est ni baroudeur ni va-t-en guerre, fonda avec des amis d'origine algérienne et européenne le Comité Etudiant d'Action Laïque (CELA), devenu par la suite CEALD en s'adjoignant le D de démocratique. Ce Comité se définissait plutôt libéral, à l'image de Sayad que Bourdieu qualifiait de mesuré, réaliste, équidistant de toutes les prises de position extrêmes, avec un courage tranquille, sans engagements ostentatoires, ce qui ne manquait pas de l'exposer à cette époque trouble «aux soupçons et aux critiques des radicaux absolus». «Sayad ne fraternise pas, il est fraternel», dit de lui Bourdieu. Sur le conflit franco-algérien, Sayad était, à ses débuts, plus poché d'Albert Camus et de l'écrivain Mouloud Feraoun que des activistes du FLN. Mais son illusion d'une Algérie fraternelle entre les communautés s'estompa face à un système colonial violent et réfractaire à toute réforme. Sayad dut donc se résoudre, plus tard, à adhérer à l'idée de l'indépendance de l'Algérie.

Mais ce que l'on retient avant tout de cet homme «vif et sensible», c'est bien sûr ses travaux sur l'é/immigration dont il est devenu à ce jour l'incontournable sociologue avec ses apports heureux de concepts originaux qui disent avec l'acuité et l'exigence intellectuelle requises le broyage de l'immigré dans sa double absence : du pays d'origine et du pays d'accueil, pour ne pas dire d'écueils, sachant qu'émigration et





Notes de lecture

immigration sont «deux phénomènes aussi indissociables que le recto et le verso de la même feuille» (Sayad, 1998).

Son approche de l'immigré, qu'il inscrit comme un chaînon dans le continuum colonisation-émigration-immigration, met à jour la misère de condition et de situation de l'immigré, la violence politique avec ses dégâts sous-jacents que l'on connaît. Sayad a laissé, ce faisant, des concepts clés comme la *pensée d'Etat*, discriminante, catégorisante, dont le langage relayé à souhait par les institutions et les médias, finit par instaurer un faux savoir sur l'é/immigré, imposer et «naturaliser» les stéréotypes et préjugés les plus éculés sur celui-ci, au point que «nous pensons tous l'immigration comme l'Etat nous demande de la penser et, en fin de compte, comme il la pense lui-même» (Sayad, 1996).

Qui a fréquenté peu ou prou l'oeuvre de Sayad trouvera dans ce livre des témoignages inédits forçant davantage, s'il en est, le respect pour l'homme Abdelmalek Sayad (Malek Ath-Messaoud de son vrai nom) et pour sa pensée *alerte* qui nous occupera encore pour longtemps, malgré sa regrettable disparition prématurée, tant et si bien que l'adjectif *sayadien* commence à s'imposer pour qualifier l'originalité de sa pensée en cette matière.

Peut-être est-ce là notre dette envers lui : de nous avoir laissé un héritage de concepts déconstructeurs d'évidences sur l'é/immigration, mais aussi porteurs de nouveaux éclairages sur tout ce qui a trait à cette question. Il sut détourner/retourner les énoncés trop faciles et hatifs pour décrire la situation de l'é/immigré, tout en nous donnant des loupes pour attirer notre regard sur les points que nous apercevons à peine, que nous négligeons en ne faisant que passer en pensée ■

Achour Ouamara

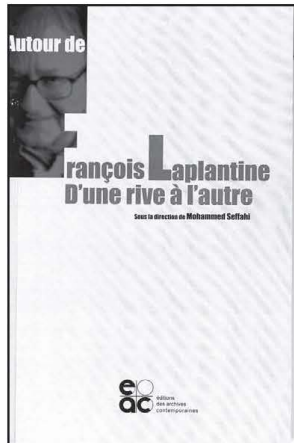




Notes de lecture

François Laplantine. D'une rive à l'autre

Mohammed Seffahi (ss. dir)
Editions des archives
contemporaines, 2013.



Toutes les personnes qui s'intéressent aux questions du *métissage* (quels que soient les surnoms qui désignent autrement cette réalité), sans parler tout simplement des anthropologues, sociologues et assimilés, connaissent François Laplantine. Ses apports sont immenses dans différents domaines de ces disciplines. Ils le furent également dans sa pratique pédagogique : en tant que professeur, il a formé des générations à l'anthropologie, mais surtout peut-être à apprendre à *penser* dans le champ de celle-ci : penser sensiblement et penser éthiquement en osant remettre en cause tous les dogmes, toutes les évidences et notamment les facilités des raisonnements binaires. Faire de l'anthropologie n'est pas pour lui une simple pratique disciplinaire mais un acte à assumer. Sans doute une disposition qui vient de sa propre ouverture à la question de la pensée : il est autant philosophe, ethno-psychanalyste qu'anthropologue, la marque des grands penseurs qui forgent une

pensée au croisement de plusieurs lieux de se contenter de transmettre des pensées non interrogées.

Je me permets de lui rendre ici hommage, dans la même veine que celui qui lui est rendu par ce livre dont l'intérêt « est de faire parler les sciences sociales non seulement sur leur objet mais aussi sur elles-mêmes. » François Laplantine est une des rares *rencontres* vraies qui m'a appris à penser sur ma manière de penser, au-delà des objets que je m'efforce de penser. Le bonheur évidemment fut pour moi de recevoir cet enseignement en direct et de continuer à le discuter avec lui.

L'intelligence *sensible* de François Laplantine est de ne pas se poser en maître à penser, mais en libre-penseur, si je puis m'exprimer ainsi, d'une libre pensée amicale mais toujours exigeante, de lui-même d'abord, fréquentant librement différentes voies de la pensée : les manières ou les modalités de penser venant de toutes les cultures et de toutes les civilisations qu'il a fréquentées de près, sur au moins quatre continents, et auxquelles il s'est initié de l'intérieur en quelque sorte, mais aussi les manières *sensibles* de penser : le cinéma, la musique, la littérature ; et toujours d'une manière doublement critique : sur nos manières réciproques de penser. La pensée est une *pesée* chez François Laplantine, une pesée, tout ensemble éthique, esthétique et politique, qui « repense les voies de la connaissance » à travers des écarts et des « Tout Petit Liens » qui font une pensée « modale » plutôt que modélisque, une pensée associative plutôt que systémique, une pensée en mouvement en somme, et mieux encore, comme il le dit, en « cheminement » ■

Abdellatif Chaouite

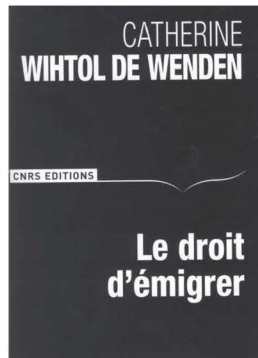




Notes de lecture

Le droit d'émigrer

Catherine Wihtol de Wenden
CNRS Editions – 2013



Un petit livre (une cinquantaine de pages), à la couverture noire, dont émerge un titre explicite « Le droit d'émigrer ». Tous les ingrédients d'un manifeste. Et ce livre pourrait en être, à l'heure où la restriction du droit d'immigrer institue une situation absurde entre ce que reconnaît la Déclaration universelle des droits de l'homme, à savoir que « Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat » et la soumission de ce droit à la prérogative des Etats. Cette absurdité condamne des milliers de migrants (coincés entre un droit de sortie et un non droit d'entrer) à risquer leurs vies à la porte de bien des frontières, voire à ne même pas atteindre cette porte en se noyant par exemple dans le gouffre de la Méditerranée.

Cependant, c'est plus qu'un manifeste : ce petit livre synthétise l'essentiel des éléments à savoir tant du point de vue historique, juridique et politique que du point de vue contextuel pour reconnaître l'urgence de la « définition d'un droit de migrer » qui placerait « l'individu migrant au centre du dispositif, et non plus les Etats ». Un enjeu fondamental pour le XXI^e siècle, qui risque de prendre une « ampleur comparable à ce qu'a pu représenter, en son temps, la

campagne pour l'abolition de l'esclavage », c'est tout dire ■

Abdellatif Chaouite

Vers mon indépendance

L'itinéraire de Lamia entre deux cultures et son combat contre le handicap et les discriminations

Jean-Claude Barthez & Bruno Voisin
MARSA – 2013



Deux types de témoignages ou deux types d'attestations en un même livre. Celui de Lamia et de son combat contre le handicap, les discriminations et peut-être aussi contre la bêtise des incompréhensions des plus proches (on aurait presque envie de dire contre « La misère du monde »). Et celui de l'amitié, du soutien à travers ce combat, et de la promesse tenue par J.-C. Barthez et B. Voisin.

Paraphrasons A. Sayad : Une vie de fille née dans une famille maghrébine, à Lyon, en pleine guerre d'Algérie, multi-handicapée, rejetée par sa famille, discriminée dans la société qui est la sienne, mais avec une farouche volonté de se battre, qu'est-ce que c'est ? « Pour répondre à cette question, [...] il faut l'avoir vécue intensément et, comme on dit, "sans trop y réfléchir" ; il faut aussi que, à la faveur de quelques circonstances propres favorisant la distanciation, [...]





Notes de lecture

“suspendre (sa) vie pour la regarder comme elle fut”, la dérouler devant soi comme un objet d’observation ».

C’est ce que réussissent ces deux types de témoignages : le vécu intense, le regard sans tromperies porté dessus par Lamia et le déroulé selon la promesse faite par les auteurs.

Le témoignage est une parole à croire sur parole. Mais toute parole a ses propres clés qui nous font sentir non seulement son authenticité mais, et surtout peut-être, nous la font saisir comme une « profonde expérience éducative » ■

A.C.

Politique de la ville et autorité d’intervention

Abdelhafid Hammouche

Presses Universitaires du Septentrion
– 2012 –



Sociologue de la ville, de la politique publique qui la cible comme des recompositions culturelles s’y déroulent, A. Hammouche scrute depuis de longues années ce qui se passe notamment dans les espaces urbains dits « banlieues » ou « quartiers sensibles ». A partir d’une double focale : la politique publique et les acteurs de terrain. Dans ce livre, l’auteur suit l’évolution de cette réalité à

la fois comme objet de discours des politiques et de réalités sociales changeantes, objet de l’action publique qui en a la charge et lieu d’intervention des « intervenants » sociaux. C’est au croisement de ces dimensions qu’a émergée et s’est construite ce qu’on appelle aujourd’hui la « politique de la ville ». A. Hammouche, et c’est cela sans doute l’apport important de ce livre, tente d’en dégager les caractéristiques essentielles : une « co-production » de dispositifs, d’acteurs de terrain, voire, idéalement du moins, des habitants (les « pères », les « mères », les « jeunes », etc.), dans les champs social et culturel.

Les enjeux (pallier à la donne socio-économique, intégrer, sécuriser, émanciper, *médier*, vivre-ensemble, etc.) sont à chaque fois analysés en fonction des dispositifs qui tentent de cadrer ou de calibrer les actions à mener et des expérimentations et bricolages des « intervenants » - au-delà des classiques travailleurs sociaux - qui tentent de faire *avec* des réalités devenues complexes et incertaines, en mobilisant des ressources et des compétences autres que ceux de la « qualification » professionnelle. D’où la question de l’auteur : « qu’est-ce qui fonde l’autorité qui leur [les intervenants] est nécessaire pour agir ? » On peut éventuellement lire la réponse comme ceci : dans l’idéal de la « co-production » de la politique de la ville, les intervenants concernés « sont amenés à payer de leur personne et à user de leurs ressources propres pour asseoir leur autorité d’intervention. » A n’en pas douter : un regard bien avisé ! ■

A.C.





Notes de lecture

La Marche pour l'égalité et contre le racisme

Abdellali Hajjat,
Editions Amsterdam, 2013.



En ce 30^{ème} anniversaire de la *Marche pour l'égalité et contre le racisme*, s'il faut conseiller un livre sur cet événement, c'est bien celui-là. Il regorge d'informations et d'analyses tant sur les acteurs de la Marche, leurs dissensions, leurs stratégies, leurs doutes, etc. que sur sa genèse et son issue. L'on sait que toute commémoration recèle des enjeux mémoriels, des usages comme des utilisations différenciés. L'anniversaire du 20^{ème} anniversaire de la Marche, en 2003, fut déjà un théâtre de ces enjeux autour de l'héritage. Cependant, tout le monde s'accorde à dire que la Marche de 1983 symbolise l'apparition des enfants d'immigrés post-coloniaux dans l'espace public français.

Abdellali Hajjat s'interroge, à juste titre, sur le passage de la stratégie émeutière, acquise par ces jeunes dans leurs affrontements avec

la police, à une stratégie non violente jugée plus efficace, inspirée des grands leaders charismatiques comme Martin Luther King et Gandhi. C'est, dit-on, le Président de *SOS Avenir Minguettes*, Toumi Djaïdja, blessé par balles par un policier, qui eut l'idée de la Marche sur son lit d'hôpital, en compagnie du prêtre des Minguettes, Christian Delorme, tous deux connaisseurs et admiratifs du combat de Martin Luther King. L'heure était donc venue où le «groupe parlé» passe au «groupe qui parle» et qui interpelle en usant des mêmes armes médiatiques qui les stigmatisèrent pendant longtemps. Les moyens mis par la CIMADE au service de la Marche, malgré quelques frictions en son sein sur la nature de ce soutien, permirent très vite une médiatisation inespérée.

L'arrivée triomphale à Paris ne dure pas longtemps. «l'optimisme de l'après-Marche bute rapidement sur une série d'obstacles et de difficultés d'organisation pour mener le 'combat pour l'égalité' [...]. L'apothéose parisienne occulte temporairement certaines ambiguïtés révélatrices des tensions sociales de l'époque : les acquis de la Marche, la gêne du mouvement ouvrier face à la Marche et l'immigration post-coloniale; la 'culturalisation' des enjeux et la construction du 'problème musulman'». Après la Marche, plusieurs tentatives de fédération des collectifs ont échoué, car, pour résumer, deux stratégies s'affrontaient : celle qui prône le «lobby communautaire» contre celle qui milite pour «un rassemblement antiraciste». La 2^{ème} Marche, Convergence 84, n'arriva pas non plus à se concrétiser en projet politique, d'autant qu'au lendemain de son arrivée à Paris, naquit SOS Racisme avec son rouleau compresseur, le Mammouth qui écrase les petits ! Le soutien médiatique de SOS Racisme jeta une ombre assez large sur les deux marches qui s'éclipsèrent des feux éphémères de la Rampe. Pour des dizaines d'années. Une logique de concurrence





Notes de lecture

s'engage alors autour de la représentation des «jeunes issus de l'immigration». Deux marches ont été organisées en 1985 : par *SOS racisme* et la nouvelle association *France Plus* avec sa marche «Divergence 85» !

D'une manière générale, la prise de parole «beur» n'est pas parvenue «à s'institutionnaliser pour «faire exister» socialement et politiquement les 'jeunes issus de l'immigration'».

La Marche a permis de remettre en question, ne serait-ce qu'un moment, la commode grille de lecture ethnique, raciale et racio-religieuse des problèmes et des conflits sociaux qui élude la question des inégalités et l'exigence d'une autre redistribution des richesses. Car si l'Etat se répand dans la reconnaissance, elle tourne, en revanche, le dos aux revendications sur l'égalité. Il est moins coûteux de dénoncer le racisme que de répondre aux inégalités.

Trente ans après la Marche, les problèmes demeurent et s'exacerbent. Les rébellions des banlieues en 1985 marquaient en quelque sorte un retour à l'avant 83 avec les scènes d'affrontements jeunes/police. La maigre récolte de la Marche (carte unique de 10 ans) est aujourd'hui dépassée tant les lois sur l'immigration et la nationalité se sont durcies, ajoutées aux expulsions massives (30 mille par an !).

Les «élites», de droite comme de gauche, persistent à croire en l'existence d'un «problème immigré» qu'elles articulent au «problème musulman» qui appelle l'insécurité, le voile, le terroriste, Al-Qaïda, et ... le Front National ! ■

Achour Ouamara

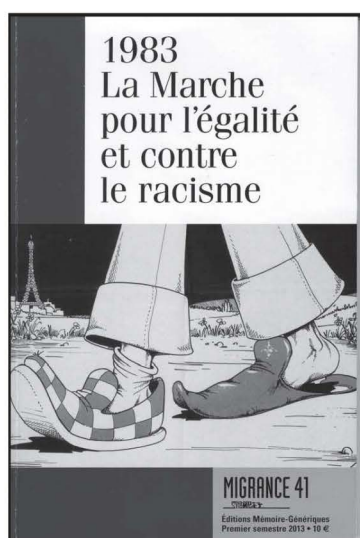


Notes de lecture

1983 La Marche pour l'égalité et contre le racisme

Migrance 41

Editions Mémoires-Génériques,
Premier semestre 2013.



Un livre de plus sur la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 ? Non, il en faut beaucoup plus tant on ne mesure pas assez la symbolique charriée par cet événement. La revue *Migrance* qui privilégie la mémoire de l'immigration revient sur cette Marche par des contributions diverses, témoignages et articles d'universitaires comme des militants, au premier rang desquels Toumi Djaïdja, initiateur la Marche qui est, dit-il, un appel à un «vivre ensemble». Certains marcheurs, au gré des rencontres pendant la traversée de la France, se sont éveillés à la politique.

Il faut inscrire cette Marche dans une histoire d'actions internationales protestataires, les grandes marches civiles du XXème siècle pour la conquête des droits nouveaux (Gandhi, Larzac, Luther King...).

Mais la lecture du succès de cette marche sera incomplète sans l'évocation de l'engagement, quoique avec des hésitations et des conflits internes, de beaucoup d'associations qui militent pour le droit des immigrés (Cimade, Fasti...).

Il faut sans doute réserver une place à part à l'hebdomadaire *Sans Frontière* qui, d'un point de vue médiatique, a réussi à «visibiliser» la Marche avant que d'autres de ses confrères commencent à s'y intéresser. Radio Beur et la bande dessinée (*L'écho des Savanes*, *Zoulou*) n'étaient pas en reste.

Que sont toutes ces revendications devenues ? Le thème d'égalité, slogan de la Marche, fut vite remplacé par une vision désincarnée de l'anti-racisme de SOS Racisme. La gestion des «différences» ethniques, culturelles et religieuses se sont succédé dans le temps : intégration, lutte contre les discriminations, discrimination positive, diversité... Or ce qui est revendiqué aujourd'hui, c'est la fin des discriminations négatives, et l'approche en termes d'égalité des chances et surtout des droits demeure très forte, l'emportant sur des revendications en termes de droits à la différence.

Ce 30ème anniversaire est aussi l'occasion de revenir sur les enjeux mémoriels de la Marche : se réapproprier sa mémoire confisquée et ses revendications trahies. Cela nécessite un travail de réécriture politique et médiatique : Web, films, documentaires, livres, en rendent compte aujourd'hui avec un sens critique plus distancié. Pourquoi pas une production hollywoodienne ? ■

Achour Ouamara

